

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 13 mai 2016

Monsieur le Président,

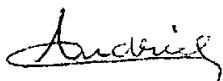
Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures au sujet de l'*Espace seniors* à Rumelange.

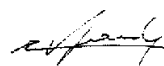
Il fait plusieurs années que SERVIOR, établissement public, a présenté un projet pour transformer l'ancienne maison de retraite à Rumelange datant de 1957 et devenue entre-temps un Centre Intégré pour Personnes Âgées (CIPA). Comme le CIPA ne répond plus aux besoins actuels, son gestionnaire SERVIOR avait prévu de réaliser un futur *Espace seniors*. Il fut annoncé un complexe qui réunirait en un seul lieu trois formes d'hébergement distinctes: des appartements encadrés pour personnes âgées autonomes, un CIPA destiné à des seniors valides ou légèrement dépendants et des unités de vie pour des personnes avec des besoins accrus en services géro-psycho-geriatriques.

Comme la réalisation de l'*Espace seniors* constitue un projet d'envergure et d'intérêt public pour notre population âgée, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations ?
- Le gouvernement soutient-il toujours la réalisation du projet ?
- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le concept final du projet ? Est-ce que le concept sous sa forme initiale est-il remis en cause ?
- Quand les travaux vont-ils débiter ?
- Quelle sera la durée probable des travaux de construction dans leur ensemble?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.


Sylvie Andrich-Duval


Marc Spautz

Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille, de l'Intégration
et à la Grande Région

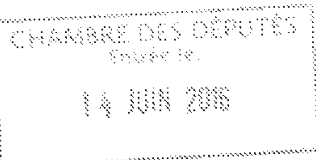
Luxembourg, le 13 JUIN 2016

Réf. 2016/10126

Envoyé par :
Dominique Faber
Tél : 247 86540

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration

à



Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

Concernant : question parlementaire n° 2067 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de
Monsieur le Député Marc Spautz.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe la réponse commune du Ministère de la Famille, de
l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures à la
question parlementaire n° 2067 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député
Marc Spautz, en vous priant de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des
Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration,


Corinne CAHEN

Réponse commune de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n° 2067 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député Marc Spautz

Dans le cadre de l'article 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 (ci-après "Loi") portant création de l'établissement public "Centres, Foyers et Services pour personnes âgées" (ci-après "SERVIOR"), l'Administration des Bâtiments Publics (ci-après "ABP") a organisé en 2001 un concours d'architectes en vue de la construction d'un Espace seniors à Rumelange, sur base d'un programme de construction élaboré par le Ministère de la Famille et qui comprenait trois formes d'hébergement distinctes, à savoir des appartements encadrés, un centre intégré pour personnes âgées ainsi qu'un centre socio-gérontologique. Une centrale d'aide et de soins à domicile ainsi qu'un foyer socio-gérontologique pour personnes externes faisaient également partie du programme de construction

Le cahier des charges du concours prévoyait une capacité totale de 96 unités de type long séjour.

Le projet lauréat a été développé par l'ABP jusqu'à l'élaboration de l'avant-projet sommaire en 2004 et du projet de loi en 2005.

Le projet présenté à la Commission d'Analyse Critique du Ministère des Travaux Publics en mai 2005 était estimé à un budget total de € 53.795.488,-.

Le 20 janvier 2006, l'ABP informe par courrier le bureau d'architectes, de même que les bureaux d'études, que le projet de l'Espace seniors à Rumelange n'est plus repris dans le budget des fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'exercice 2006 et que le Ministère de la Famille disposait des fonds propres nécessaires pour la réalisation du projet. Dans ce contexte, la fonction de maître d'ouvrage a été confiée à SERVIOR.

Parallèlement à ce changement et en considération des critères généralement applicables par le Ministère de la Famille en cas d'une participation financière à un projet de construction d'un centre intégré pour personnes âgées ou d'une maison de soins, le subventionnement a été plafonné à € 240.875,- par lit (indice à la construction de 633,42 au 01/10/2006).

Vu cette contrainte financière, le programme de construction a dû être adapté mais la capacité d'accueil a toutefois pu être amenée de 96 unités à 120 unités.

Ainsi, le budget à disposition pour la réalisation des 120 lits était amené à € 28.905.000,- (indice à la construction de 633,42 au 01/10/2006)

Par courrier du 22 juin 2010 de la part du Ministère de la Famille, SERVIOR est informé que, suite à une décision du Conseil de gouvernement dans le cadre des discussions concernant les investissements indirects de l'Etat, le projet a été retardé au programme pluriannuel des dépenses du fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales.

En date du 25 juillet 2012, une présentation publique du projet a eu lieu en présence du Ministre de la Famille et de l'Intégration et du bourgmestre de la Ville de Rumelange.

Le programme de construction actuel prévoit la réalisation d'une structure pour personnes âgées se présentant comme suit:

- 60 chambres type maison de soins à 1 lit avec salle de douche d'une surface totale de 29,4 m² par chambre;
- 24 chambres type maison de soins à 1 lit avec salle de douche d'une surface totale de 26,4 m² par chambre;
- une unité de type groupe de vie socio-gérontologique comprenant 16 chambres à 1 lit avec salle de douche d'une surface totale de 26,4 m² par chambre;
- 10 appartements d'une surface de 56 m² avec possibilité d'une occupation simple ou double.

Du fait que le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 10 décembre 2009, ne prévoit pas le terme d'Espace seniors, la convention réglant le financement du projet signée en date du 14 novembre 2013 entre l'Etat et SERVIOR prévoit la construction d'une maison de soins de 120 lits.

Actuellement, la suite du projet est suspendue du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes.

En date du 1^{er} février 2016, la direction de SERVIOR a informé dans ce contexte le bourgmestre de la Ville de Rumelange.

Il est à mentionner que de façon générale, le conseil d'administration de SERVIOR travaille activement sur l'élaboration d'une stratégie de construction globale ayant pour but de remplacer le plus rapidement possible les anciennes structures affectées par l'Etat dans le cadre de la Loi par des centres modernes répondant aux normes actuellement en vigueur ainsi qu'aux attentes des clients futurs.

Il va sans dire que ces réflexions tiennent également compte des impacts constatés au niveau de l'assurance dépendance depuis fin 2014 mais aussi du fait que dans le cadre de la réforme annoncée de l'assurance dépendance une priorité accrue sera donnée au maintien à domicile avant l'hébergement en institution ce qui aura davantage comme conséquence que l'âge d'entrée en institution sera retardée et la complexité de la prise en charge augmentera.